ILVO DIAMANTI | MARC LAZAR

PEUPLECRATIE

PEUPLECRATIE

LA MÉTAMORPHOSE DE NOS DÉMOCRATIES

Gallimard

ILVO DIAMANTI | MARC LAZAR

PEU-PLE-CRA-TIE

PEUPLECRATIE

LA MÉTAMORPHOSE DE NOS DÉMOCRATIES

Gallimard

Ilvo Diamanti
Marc Lazar

Peuplecratie

LA MÉTAMORPHOSE DE NOS DÉMOCRATIES

Traduit de l'italien
par Christophe Mileschi

Gallimard

AVERTISSEMENT

Ce livre a d'abord été publié en italien par l'éditeur Laterza en 2018. Il a suscité un assez large débat, notamment au cours de très nombreuses présentations qui en ont été faites un peu partout dans la péninsule.

Cette édition française a été entièrement mise à jour en fonction de l'actualité et des nouvelles publications survenues depuis la remise du manuscrit italien en janvier 2018. Certains passages ont été réécrits pour tenir compte des objections, des critiques et des suggestions qui nous ont été formulées et que nous avons jugées pertinentes.

L'introduction, les chapitres I à V, une partie du chapitre VII ont été écrits par Marc Lazar, le chapitre VI, une partie du chapitre VII et la conclusion par Ilvo Diamanti qui a inventé et forgé la notion de *popolocrazia*. Ilvo Diamanti tient à remercier Fabio Bordignon pour son aide. Les deux auteurs ont revu ensemble la totalité du manuscrit.

Introduction

Il y avait eu le 23 juin 2016, avec le référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne et la large victoire du Brexit. Un véritable coup de tonnerre qui n'éclatait nullement dans un ciel serein. Plusieurs signes annonciateurs de la montée en puissance d'une protestation populaire tous azimuts en Europe avaient été envoyés au fil des élections depuis au moins trente ans. Sans que la plupart des élites dirigeantes en tiennent compte. Et puis est survenu le 4 mars 2018, du côté de l'Italie cette fois. Ce jour-là, les électeurs transalpins ont provoqué un second big bang politique en un quart de siècle. Après la transformation produite par les enquêtes de la magistrature sur la corruption politique survenue à partir de 1992 — ce que l'on a appelé *Tangentopoli* —, aux élections de 1994 les partis traditionnels de gouvernement qui avaient dominé l'Italie des décennies durant, la Démocratie chrétienne, le Parti socialiste, le Parti social-démocrate, le Parti républicain et le Parti libéral disparaissaient, tandis que le Parti communiste italien (PCI) continuait une métamorphose amorcée depuis 1989 et que le Mouvement social italien, néo-fasciste, initiait à son tour un grand changement. Le PCI devint le Parti démocratique de la gauche (PDS) et le MSI Alliance nationale. Mais surtout la Ligue du Nord, fondée en 1991, avançait et triomphait en même temps qu'un nouveau parti, Forza Italia de Silvio Berlusconi. En cette année 2018, les partis qui dominaient depuis des années la compétition politique ont été à leur tour

marginalisés : Forza Italia a recueilli moins de 14 % des suffrages à la Chambre des députés et le Parti démocrate (PD) de centre gauche moins de 20 %. En revanche, le Mouvement 5 étoiles a obtenu plus de 32 % des voix et la Ligue a fait un bond en avant : de 4 % des suffrages en 2013, elle est passée à plus de 17 %.

Ces résultats électoraux ont aussi débouché sur un événement totalement inédit. Pour la première fois dans un des six pays fondateurs de la Communauté économique européenne, ancêtre de l'Union européenne, et par ailleurs troisième puissance économique du continent et deuxième puissance industrielle, les populistes, ceux de la Ligue et du Mouvement 5 étoiles, ont pris le pouvoir. Non pas comme une force subalterne au sein d'une coalition, mais bien en situation dominante en ayant créé leur propre coalition. Certes, celle-ci a un aspect baroque. Elle n'était pas prévue au départ, puisque ces deux formations couraient chacune de leur côté durant la campagne électorale, le Mouvement 5 étoiles seul, la Ligue alliée à Forza Italia, le parti de Silvio Berlusconi, aux Frères d'Italie, un petit parti post-fasciste, et à un minuscule regroupement centriste. Plus étonnant, elles s'étaient vivement critiquées et affrontées. Mais, contraintes et forcées, après presque trois mois de longues tractations rythmées par des coups de théâtre incessants afin de savoir qui pourrait composer un exécutif, elles ont accepté, puisqu'elles disposaient de la majorité aussi bien à la Chambre des députés qu'au Sénat, de gouverner ensemble sur la base d'un « pacte de gouvernement » approuvé par leurs membres respectifs. Les deux partis ont également réussi à se mettre d'accord sur le nom d'un président du Conseil, le professeur Giuseppe Conte. C'est à la seconde tentative que celui-ci a pu faire accepter au président de la République, Sergio Mattarella, la composition de son équipe. Celle-ci comporte des ministres issus de la Ligue, du Mouvement 5 étoiles et des experts.

Cet exécutif est supposé appliquer un programme hétéroclite, fait de bric et de broc, puisqu'il juxtapose les propositions souvent contradictoires du Mouvement 5 étoiles et celles de la Ligue. Sont ainsi

annoncés une *flat tax*, le droit à la légitime défense, de nombreuses dépenses sociales, en particulier pour les retraites, incluant la création du revenu de citoyenneté de 780 euros par mois pour les Italiens en difficulté, un durcissement de la politique envers les immigrés, une série de mesures écologiques, la volonté de changer complètement la politique européenne en matière économique et financière, une demande de levée des sanctions à l'égard de la Russie, le choix de la démocratie directe avec une généralisation et une extension de la pratique référendaire, etc. La seule vraie cohérence de ce texte de 58 pages tient à l'affirmation incessante de la nécessité de recouvrer la pleine souveraineté nationale de l'Italie. Le projet fondamental des deux signataires, qui explique en partie leur accord de gouvernement, vise à créer un nouveau bipartisme en Italie afin de se partager le marché électoral en marginalisant définitivement le Parti démocrate et Forza Italia.

Ce contrat de gouvernement, fruit d'un compromis entre deux partis aux intérêts divergents, écrit avec des formules à la fois précises mais ambiguës, a commencé d'être mis en vigueur. Il instaure donc une vraie rupture pour l'économie, la fiscalité, le social, l'immigration, la justice, les institutions et l'Europe. Avec la Commission européenne, de vives tensions sont apparues, puisque les différentes mesures envisagées dans le projet de loi de finances creuseraient le déficit public et la dette qui se monte déjà à 132 % du PIB alors même que les prévisions de croissance calculées par Bruxelles et les agences d'évaluation sont faibles contrairement à ce que prédit Rome qui table sur 1,5 %. La Commission a rejeté le projet de budget et un bras de fer s'est engagé avec l'exécutif italien conclu par un compromis quelque peu bancal. En fait, il faut maintenant attendre de voir sur la durée comment se comportera le président du Conseil, un homme sans expérience politique, un technicien en quelque sorte, fût-il proche du Mouvement 5 étoiles, qu'ont choisi faute de mieux les deux partis, ce qui constitue un paradoxe puisqu'ils ne cessent de fustiger les experts. Agira-t-il en simple notaire de ce contrat ou exercera-t-il ses prérogatives comme le prévoit l'article 95 de la Constitution qui énonce

que le président du Conseil « dirige la politique générale du gouvernement » ? S'il ne dispose pas d'un parti ni de parlementaires proches de lui, il a déjà, toutefois, tenté de faire entendre sa propre voix et de délimiter son espace. Mais celui-ci est strictement borné. Car Giuseppe Conte est encadré par deux vice-présidents du Conseil, Luigi Di Maio, ministre du Développement économique, du Travail et des Politiques sociales, et Matteo Salvini, ministre de l'Intérieur, ainsi que d'un sous-secrétaire à la présidence du Conseil, Giancarlo Giorgetti, membre de la Ligue, homme de confiance de Matteo Salvini, élu depuis 2013 à la Chambre des députés. Le président du Conseil se retrouve par conséquent dans une situation extrêmement inconfortable. Il reste également à déterminer si le M5S (Movimento Cinque Stelle, Mouvement 5 étoiles) et la Ligue voudront vraiment renverser la table en Europe. Ils espèrent que les élections au Parlement européen au mois de mai 2019, pour lesquelles ils se présenteront séparément, se traduiront par un renversement de majorité qui mettrait fin aux accords classiques entre le Parti socialiste européen (PSE) et le Parti populaire européen (PPE) et qui pourrait aboutir à un changement d'orientation des politiques européennes. Encore faudrait-il que leur accord perdure alors même que déjà les ministres experts rappellent leurs sentiments pro-européens et qu'une majorité des Italiens, malgré leur euroscepticisme, restent attachés à la monnaie unique.

Plus généralement, leur ambition d'être « le gouvernement du changement » ou encore « le gouvernement du peuple », ainsi qu'ils le proclament *urbi et orbi*, sera entravée par les multiples obstacles qui se dresseront devant eux. Ceux constitués par les réalités économiques, les marchés financiers et l'appartenance à l'Union européenne : or nombre d'États membres, à commencer par l'Allemagne, ne manquent pas de rappeler aux nouveaux responsables italiens la dette du pays et la fragilité de son système bancaire. Ceux, en outre, venus du président de la République italienne qui utilise d'ores et déjà tous les pouvoirs que lui confère la Constitution. Il a déjà pris tout son temps pour désigner

Giuseppe Conte au poste de président du Conseil afin de bien délimiter son périmètre d'action et il s'est montré très vigilant sur la nomination de certains d'entre eux. L'article 74 stipule qu'il peut refuser une loi et la renvoyer pour examen devant les Chambres (or, au Sénat, la Ligue et le M5S ont une courte majorité de sièges). Sergio Mattarella, un démocrate-chrétien expérimenté en politique, a indiqué des lignes rouges à ne pas franchir concernant les comptes publics, l'appartenance à l'Union européenne et les valeurs de la Constitution. La cour constitutionnelle s'appliquera à vérifier la conformité des nouvelles lois. Les projets de la Ligue et du Mouvement 5 étoiles se heurteront à la grande expertise des hauts fonctionnaires italiens comme à la légendaire capacité d'inertie de l'administration qui arguera du maquis inextricable de ses réglementations pour provoquer un enlisement des lois adoptées au Parlement. De même, un tel gouvernement pourrait affronter des résistances et des contestations venues de divers secteurs de la société civile pour le moment quelque peu anesthésiée mais au sein de laquelle la vie associative est riche et organisée. Par le passé, à chaque gouvernement Berlusconi, d'importantes mobilisations avaient parfois fait reculer l'exécutif. La marge de manœuvre de ce gouvernement semble donc assez étroite.

Cela explique pourquoi il compense ces difficultés à agir rapidement et efficacement par des déclarations enflammées et des attitudes ostentatoires de certains de ses ministres ou encore par le biais d'opérations spectaculaires et fortement médiatisées en Italie et hors de la péninsule, par exemple à l'égard de la France. C'est la stratégie adoptée par Matteo Salvini à l'égard des migrants et des immigrés clandestins, sachant qu'il bénéficie du soutien d'une large majorité de l'opinion publique nationale et européenne. Par son intransigeance, ses dénonciations virulentes de l'action des ONG étrangères, les interdictions données à leurs navires d'accoster dans les ports italiens avec les réfugiés sauvés en Méditerranée, il a mis la question des migrants en haut de

l'agenda politique italien et européen, sans pour autant obtenir de substantiels changements de la part des pays de l'Union européenne.

L'avenir de ce gouvernement dépendra enfin de la solidité ou pas de l'entente entre le Mouvement 5 étoiles et la Ligue. *A priori*, tout les oppose. D'abord, la rivalité de leurs leaders : Matteo Salvini se montre bien plus habile en politique que Luigi Di Maio et ambitionne maintenant de devenir le chef de file des populistes européens, érigeant en adversaires de prédilection Angela Merkel et Emmanuel Macron. Leurs programmes ensuite : la Ligue, parti régionaliste au départ, est devenue une sorte de Ligue nationale sur le modèle du Rassemblement national français (ex-Front national) et donc clairement située à l'extrême droite, alors que le Mouvement 5 étoiles est « ni de droite, ni de gauche », très écologiste, post-idéologique en vérité et donc pragmatique. Ainsi, alors que Salvini a fait de l'immigration sa priorité, Di Maio œuvre pour obtenir le revenu de citoyenneté pour les plus démunis, et il a promulgué une disposition pour réduire rétroactivement les rentes des parlementaires et un décret « dignité » qui, entre autres, vise à réduire le nombre de contrats à durée déterminée à deux ans au lieu de trois et interdire la publicité pour les jeux de hasard. Enfin, le scrutin de mars 2018 a vu le mouvement de Di Maio obtenir de bons scores dans toute la péninsule mais principalement dans le Mezzogiorno où les électeurs sont en quête de protection et d'assistance de l'État, ce qui est l'opposé des attentes des électeurs septentrionaux de la Ligue, en particulier les chefs des petites et moyennes entreprises désireux de s'affranchir de toute tutelle étatique. Quoi qu'il en soit, l'exercice du pouvoir par le Mouvement 5 étoiles et la Ligue constitue une épreuve de vérité pour eux comme pour toute formation de ce type. Ces partis de la protestation devront, en situation de responsabilité, composer avec de multiples contraintes et effectuer des choix. Cela a déjà provoqué des tensions entre ces deux partis et leurs ministres respectifs, mais aussi à l'intérieur des deux formations, quoique davantage au sein du Mouvement 5 étoiles qu'à la Ligue. La Ligue et le Mouvement 5 étoiles seront placés devant un inévitable dilemme :

demeurer fidèles à leur logique de rupture radicale ou être obligés de passer des compromis et de s'institutionnaliser. La démocratie parlementaire républicaine a démontré par le passé sa capacité de médiation pour absorber de redoutables chocs et acculturer ses opposants les plus intransigeants. C'est le paradoxe de l'Italie : la force de la faiblesse de ses institutions. Toutefois, cette force, à la différence des années 1970 par exemple, est moins évidente car le malaise démocratique est bien plus prononcé et ancré, la société davantage désintégrée et clivée. D'autant que ce qui unit ces deux forces de gouvernement aujourd'hui, c'est la critique de tous les autres partis et des institutions. Le Mouvement 5 étoiles et la Ligue gouvernent ensemble parce qu'ils sont « seuls contre tous ». Et, de cette façon, ils canalisent le ressentiment des citoyens, « sans médiations ». À la fois par analogie et de manière différente avec la fameuse formule d'Aldo Moro dans les années 1960 sur « les convergences parallèles » entre la Démocratie chrétienne et le Parti socialiste italien, on pourrait aujourd'hui parler de « divergences parallèles » entre la Ligue et le Mouvement 5 étoiles[1].

Ce qui est certain, c'est qu'une majorité d'Italiens soutient ce nouvel exécutif ainsi que le démontrent tous les sondages. On peut alors se demander si l'Italie ne s'engage pas dans une nouvelle expérience politique. Au début des années 1920, elle a inventé le fascisme qui dura plus de deux décennies. Après la Seconde Guerre mondiale, elle a su fonder une démocratie républicaine pleine de défauts mais qui a su relever nombre de défis dont celui du terrorisme dans les années 1970. À partir des années 1990, Silvio Berlusconi a révolutionné la communication et initié une forme inédite de populisme d'homme d'affaires milliardaire en situation de conflit d'intérêt qui, depuis, a fait des émules aux États-Unis, en République tchèque ou encore en Slovaquie. Avec lui, l'Italie est entrée dans la démocratie du public avec un double processus de personnalisation et de médiatisation de la politique. Maintenant, elle se trouve confrontée à ce que nous appelons la peuplecratie, à quoi est consacré ce livre. Mais avant d'expliciter notre propos, il est utile de

comprendre que l'Italie a certes ses singularités mais n'est nullement une anomalie ni un cas exotique. Elle constitue un laboratoire. Ou mieux, elle fait office de sismographe qui enregistre les moindres secousses telluriques qui bouleversent l'ordre politique. Et dont les répliques se font ressentir dans toute l'Europe. Aussi, l'important n'est pas tant d'analyser les processus en cours à Rome ou de faire des prédictions sur la longévité de cet attelage de la carpe et du lapin. Mais bien de saisir la signification de ce qui se déroule en Italie, un processus s'inscrivant dans un continuum d'événements commencé il y a plus de trente ans — on aura l'occasion d'y revenir —, lesquels s'accélèrent de nos jours et semblent sans fin.

Car, en Europe, les partis populistes — au demeurant fort différents entre eux — engrangent des succès électoraux comme le Rassemblement national et La France insoumise en France, le Parti de la liberté en Autriche, Syriza en Grèce, Podemos en Espagne, Alternative pour l'Allemagne (AfD), le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP), le Parti de la liberté aux Pays-Bas, les Démocrates de Suède, le Fidesz-Union civique hongrois, Droit et Justice en Pologne, etc. Certes, ils connaissent des échecs comme ce fut le cas en 2016 et 2017 en Espagne, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Mais certains d'entre eux accèdent au pouvoir : en Italie, donc, mais encore en Hongrie, Pologne, République tchèque, Italie et Slovaquie, ainsi qu'en Belgique, où siègent au gouvernement des ministres de la Nouvelle Alliance flamande, et en Autriche, où le Parti de la liberté après les élections du mois d'octobre 2017 entre dans un gouvernement dirigé par les conservateurs et occupe des postes clefs. Qu'ils soient au pouvoir ou non, ils pèsent sur la vie politique de leurs pays d'appartenance comme sur l'ensemble de l'Union européenne. Le panthéon populiste est ainsi peuplé d'une multitude de dirigeants qui marquent leurs pays respectifs et notre époque : Beppe Grillo, Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon, Heinz-Christian Strache, Alexis Tsipras, Pablo Iglesias, Frauke Petry, Nigel Farage, Geert Wilders et Jimmie Akesson, ou à l'Est Viktor Orbán et Jarosław Kaczyński[2]. Il est d'ailleurs tout à fait significatif qu'à la fin du

mois d'août 2018, Matteo Salvini et Viktor Orbán se soient rencontrés à Milan pour critiquer l'orientation de l'Union européenne et déplacer son barycentre vers le groupe de Visegrad qui rassemble certains pays de l'ex-Empire soviétique, la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie.

Mais qu'entendons-nous par populisme et populistes ? Voilà deux mots qui, surtout après la victoire de Donald Trump aux États-Unis et le Brexit au Royaume-Uni, se sont répandus dans le monde, et singulièrement en Europe, dans les colonnes des journaux, les émissions de télévision et de radio, les réseaux sociaux, le débat public, les sciences sociales. Souvent avec un sens péjoratif et stigmatisant. Employés à dessein comme une insulte envers un adversaire, afin de le disqualifier. La liste des références occuperait des pages entières : il suffit d'écouter certains représentants des partis de gouvernement, de feuilleter les principaux organes de presse ou de lire les propos de nombre d'experts. À l'inverse, ces mots sont fièrement revendiqués par des responsables politiques. À plusieurs reprises, Jean-Luc Mélenchon a, pour reprendre une formule célèbre du sociologue Erving Goffman, inversé le stigmate. Ainsi dans cet entretien de 2010 donné à l'hebdomadaire *L'Express* : « Je n'ai pas du tout envie de me défendre de l'accusation de populisme. C'est le dégoût des élites. Qu'ils s'en aillent tous ! Populiste, moi ? J'assume[3]. » De son côté, le blog de Beppe Grillo l'affirme haut et fort : « Le M5S n'est pas de droite ni de gauche, il est du côté des citoyens. *Fièrement populiste.* Si une loi est bonne, il la vote. Si elle est mauvaise, il ne la vote pas, qui que ce soit qui la propose et qui que ce soit qui vote ses propositions de loi est le bienvenu[4]. » En Allemagne, Konrad Adam, le fondateur du parti AfD, a déclaré en 2013 : « Si nos représentants du peuple considèrent que leur mission est de placer le peuple sous tutelle, alors nous devons être suffisamment lucides pour considérer l'accusation de populisme comme une distinction honorifique[5]. » Certains intellectuels n'hésitent pas à théoriser les vertus du populisme. À l'instar de la philosophe belge Chantal Mouffe, proche de Podemos et de La France insoumise, qui

plaide pour un populisme de gauche[6]. Ou, dans un autre genre, Gianroberto Casaleggio, présenté fréquemment comme l'idéologue du Mouvement 5 étoiles, qui déclarait le 13 décembre 2013 à Gênes, à l'occasion d'une grande manifestation : « Je veux vous dire deux choses. La première est que je suis un populiste. *Je suis orgueilleux d'être un populiste* et de m'unir à des dizaines de milliers de populistes. L'autre chose, c'est que le pouvoir doit retourner au peuple[7]. » Comment faire, alors, pour s'y retrouver ? On pense à la fameuse interpellation du grand historien français Marc Bloch, « robespierristes, antirobespierristes, nous vous crions grâce : par pitié ; dites-nous simplement quel fut Robespierre », pour l'appliquer à la situation présente et en faire notre programme de travail : populistes, antipopulistes, cessons de nous disputer, essayons de comprendre ce qu'est le populisme et qui sont les populistes.

La tâche n'est pas simple. En particulier parce qu'il ne faut pas tomber dans le défaut épinglé par le politiste français Jean Leca qui a observé, avec une pointe de sarcasme et beaucoup de justesse, que « quand je suis d'accord avec les opinions "raisonnables" du peuple, celles-ci sont populaires. Quand je ne suis pas d'accord, alors celles-ci sont populistes[8] ». De même, il faut éviter la tentation fréquente surtout à gauche d'opposer le « bon » populisme au « mauvais », comme le faisait dans un article intitulé « Vive le populisme » l'économiste Thomas Piketty : « Le populisme n'est rien d'autre qu'une réponse confuse mais légitime au sentiment d'abandon des classes populaires des pays développés face à la montée des inégalités. Il faut s'appuyer sur les éléments populistes les plus internationalistes — donc sur la gauche radicale incarnée ici et là par Podemos, Syriza, Sanders ou Mélenchon, quelles que soient leurs limites — pour construire des réponses précises à ces défis, faute de quoi le repli nationaliste et xénophobe finira par tout emporter[9]. » À l'évidence, populisme et populistes sont des mots fourre-tout, des mots-valises qui recouvrent des concepts variés et renvoient à d'innombrables définitions proposées par des historiens, des politistes ou des philosophes. Il nous faudra bien évidemment y revenir et proposer à

notre tour une définition opératoire. Auparavant, il s'avère nécessaire de prendre la mesure de cette lame de fond populiste qui déferle sur l'Europe.

Le populisme, ou mieux, les populismes, tant ils présentent des caractéristiques variées qui ne se réduisent pas aux formations qui se situent à l'extrême droite, constituent une réalité fort complexe. Ils ne sont pas simplement des partis ou des mouvements contestant les autres partis traditionnels, encensant le peuple, rejetant les élites, diabolisant leurs ennemis, fustigeant l'Europe, exaltant la nation, rejetant les immigrés, dénonçant la menace « islamique », avançant continûment des propositions simplistes, jouant de la démagogie, disposant de leaders charismatiques aux styles politiques directs et aux modes de communication originaux. Ils ne prospèrent pas que dans des pays en récession, soumis à l'austérité, marqués par un taux de chômage élevé, par la généralisation de la précarité et le creusement des inégalités. Ils n'existent pas simplement dans les pays de l'Union européenne, puisqu'ils se portent fort bien en Suisse, en Norvège et partout ailleurs dans le monde. Ils ne peuvent pas uniquement être interprétés comme constituant une menace pour la démocratie libérale et représentative, ou à l'inverse, comme porteurs d'un espoir d'une profonde rénovation de celle-ci. Ils ne sont pas en eux-mêmes un problème mais le symptôme d'un problème démocratique. En particulier, avec l'essor de ce phénomène considérable de l'antipolitique qui comporte deux grandes dimensions, l'une de rejet de toute politique, l'autre d'aspiration à une autre démocratie ; deux dimensions qui peuvent être antagonistes ou, au contraire, concomitantes. Or les populismes, avec des modalités très variables selon les mouvements ou partis, sont précisément à la croisée de ces deux tendances. Et ce faisant, ils déterminent l'évolution de l'ordre démocratique. Autrement dit, leur existence même, leur dynamisme conquérant mais en rien irrésistible attestent qu'ils sont à la fois l'expression et le vecteur de métamorphoses sans doute fondamentales de nos démocraties, du moins en Europe. Notre vieux continent a connu la

démocratie des parlements au XIXe siècle. Au XXe siècle, après avoir relevé le défi des totalitarismes, s'était progressivement établie, du moins dans sa partie occidentale, la démocratie des partis et des parlements (hormis, à partir de 1958, la France de la Ve République et son régime semi-présidentiel) qui avait ses défauts et ses limites mais s'avéra assez efficace. La fin du siècle dernier et le début du nôtre avaient vu l'émergence de la démocratie du public, selon l'expression de Bernard Manin, caractérisée par le déclin des cultures politiques traditionnelles, le recul des grands partis et un triple processus de personnalisation, de présidentialisation et de médiatisation[10]. Cette démocratie du public, à son tour, se transforme à cause de l'accélération de la mondialisation, des effets de l'intégration européenne qui participent du remodelage des États-nations, de la réduction de la marge de manœuvre des gouvernements face au capitalisme financier, de la montée en puissance du pouvoir technocratique et du formidable développement des technologies de communication. Autant d'éléments qui contribuent, parmi d'autres, à l'essor des populismes souvent associés à la flambée des nationalismes, et ouvrent peut-être une nouvelle ère, ce que nous nous proposons donc d'appeler la « peuplecratie ».

La peuplecratie résulte d'un double processus. D'une part, l'ascension des mouvements et partis populistes ; de l'autre, par effet de contamination, la modification des fondements de nos démocraties. Les populistes se réfèrent au peuple souverain qu'ils en viennent à idolâtrer et sacraliser. Dans le même temps, ils s'attaquent aux représentants politiques qualifiés par eux de traditionnels et se livrent à une occultation, voire à une critique radicale, des formes institutionnelles organisant cette même souveraineté populaire. Le peuple chez les populistes revêt plusieurs acceptions, comme nous le verrons. Il est systématiquement valorisé en tant qu'entité homogène, porteur de vérité et considéré comme fondamentalement bon, surtout par opposition aux élites supposées homogènes, toujours dénigrées, disqualifiées, détestées, haïes. Cet antagonisme, le peuple vertueux contre ses représentants corrompus,

a un effet explosif mesurable à plusieurs niveaux et amplifié par la caisse de résonance que constituent les médias, en premier lieu la télévision, Internet et les réseaux sociaux. Ceux-ci donnent une nouvelle vigueur et une toute autre dimension à la vieille idée de la démocratie directe. D'autant plus facilement que les partis politiques, qui remplissaient une fonction de médiation entre la société et le gouvernement, sont extrêmement affaiblis et très souvent rejetés tandis que les cultures politiques qu'ils avaient forgées sont en état de déliquescence avancée. Les nouvelles technologies triomphent parce qu'elles permettent à leurs utilisateurs d'intervenir de manière permanente dans la vie publique, de s'ériger en experts sur toutes les questions y compris les plus complexes, de critiquer les responsables politiques, de s'en moquer ou encore de les dénigrer. Par conséquent, elles contribuent de façon décisive à réactiver le mythe de la « vraie démocratie » façonnée par « le véritable peuple ». Et cela, à une vitesse prodigieuse.

C'est de la sorte que les populistes, quand bien même ils n'accèdent pas au pouvoir central, influencent de manière déterminante toute l'organisation démocratique et contribuent à l'éclosion de la peuplecratie. Celle-ci revêt un aspect de démocratie immédiate, expression employée pour la première fois par Condorcet, comme l'a souvent rappelé Pierre Rosanvallon, qui récuse tout intermédiaire. Ainsi, est altérée de manière substantielle la signification de la démocratie en tendant à récuser la dimension de la représentation et à favoriser la montée en puissance des figures de l'incarnation. Jean Leca observe que la démocratie repose sur deux piliers, le populisme et le constitutionnalisme. La prééminence du second au fil des décennies entraîne présentement la montée en puissance du premier[11]. Les critiques classiques contre la démocratie représentative qui engendrerait mécaniquement une oligarchie redoublent donc d'intensité avec les populistes de notre temps qui à la fois s'inscrivent dans une tradition et la subvertissent en y introduisant des nouveautés. Ils utilisent, un peu comme le prônait Lénine au début du XXe siècle, les moyens que celle-ci offre (les élections, le Parlement) pour

mieux la combattre puisqu'ils expriment une défiance profonde envers elle et souhaitent instaurer des pratiques de démocratie directe. Cette charge contre la démocratie représentative bénéficie, on l'a dit, d'un formidable écho grâce à la Toile. Elle alimente également les mobilisations de rue, comme en Espagne avec le mouvement des Indignés en 2011 ou avec Nuit debout en France en 2016.

Plus généralement, la référence constante au peuple, un trait majeur par définition de la peuplecratie, altère la conception de la politique en démocratie en occultant les contre-pouvoirs. Mais, également, cela modifie la façon de faire de la politique pour l'ensemble des acteurs pressés de toutes parts d'agir dans l'urgence, de répondre aux attentes incessantes de l'« opinion » et donc tentés de s'adresser le plus directement et simplement au « peuple ». En recourant à toutes les possibilités offertes par la télévision et le numérique, et prônant l'usage du bon vieux référendum qui fait un retour en force. Presque tous les candidats à la présidentielle française de 2017, avec différentes appellations et modalités de convocation, ont annoncé leur intention de le mettre en pratique. La peuplecratie semble de la sorte être synonyme d'une démocratie référendaire[12]. En France, on parle depuis plusieurs années d'une « lepénisation » des esprits, dans le sens où les thématiques mises en avant par le Rassemblement national sont reprises par tous ses compétiteurs, déterminent les débats, s'inscrivent dans l'agenda politique. De la même façon, on peut dire qu'une « peuplenisation » des esprits et des pratiques politiques est en cours dans la plupart des pays européens. En d'autres termes, le populisme ne constitue pas seulement un défi pour la démocratie : il est peut-être devenu une composante essentielle de la démocratie. Cela ne signifie toutefois pas que la peuplecratie l'a emporté une bonne fois pour toutes. À dire vrai, nous sommes dans une phase transitoire où s'entremêlent les institutions de la démocratie libérale et représentative, les caractéristiques de la démocratie du public et l'apparition de cette peuplecratie extrêmement originale.

Nous cherchons dans les pages qui suivent à définir, à penser et à contextualiser les populismes. Nous en proposons des typologies en distinguant d'un côté les partis et les mouvements populistes en tant que tels, et, de l'autre, le style populiste désormais de plus en plus employé par d'autres acteurs politiques qui ne sont pas à proprement parler intégralement populistes. Enfin, nous cherchons à mieux cerner le contenu et les contours de la peuplecratie qui pourrait se substituer à la démocratie moderne, libérale et représentative. Au fond, ce livre, plus encore qu'au populisme et aux populistes, s'intéresse aux mutations de la démocratie que ceux-ci engendrent. Comme le remarque Pierre-André Taguieff, « toutes les réflexions sur le populisme contemporain en Europe nous ramènent à la question de la démocratie[13] ».

Pour ce faire, nous nous concentrons sur les cas français et italien. Pourquoi ? Les deux pays sont *a priori* très éloignés pour de multiples raisons. À cause de leurs trajectoires historiques respectives, des formes de construction de leurs démocraties, de leurs systèmes de partis, de leurs institutions (la France dispose avec la Ve République d'institutions fortes contrairement à l'Italie), de leurs modes de scrutin, des conditions d'apparition des récents populismes (en Italie, ils naissent de l'écroulement des partis dans les années 1990 tout en ayant contribué à celui-ci, ce qui n'avait rien de vraiment comparable avec ce qui se passe en France, du moins jusqu'à l'année 2017) ou encore de leurs structures économiques et de leurs morphologies sociales. Pourtant, en dépit de ces différences, la France et l'Italie connaissent un développement assez spectaculaire des populistes. L'Italie a même pu être qualifiée de « terre promise du populisme[14] » tandis que, de l'autre côté des Alpes, la présence constante du Rassemblement national et de La France insoumise retient l'attention de tous les observateurs et des chercheurs. Davantage. La France et l'Italie dans leur histoire ont chacune à leur manière connu des poussées importantes de populismes. Sans doute, l'une des explications possibles tient à ce que le libéralisme politique y est faiblement ancré. Aujourd'hui, l'une et l'autre couvrent presque tout le

spectre des types de populismes. De gauche (en France, le Parti de gauche devenu La France insoumise, qui tend à évoluer hors de son camp de départ), d'extrême droite (le Rassemblement national), régionaliste ou territorial et de droite extrême (la Ligue du Nord), justicialiste (en Italie, avec le parti de l'ancien magistrat Antonio Di Pietro), d'entrepreneur (Berlusconi et Forza Italia), ou encore qui refusent de se positionner à droite ou à gauche à l'instar du Mouvement 5 étoiles. Dans ces deux pays, s'affirment également des leaders de partis de gouvernement qui ont joué ou jouent avec un style populiste ou qui se présentent comme des outsiders, des hommes ou femmes « antisystème » : Silvio Berlusconi, Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal en 2007, ou plus récemment Matteo Renzi et François Fillon. Ce dernier, vieux routier de la politique à droite avec quarante ans d'expérience, ayant exercé de nombreux mandats électoraux, occupé divers postes à responsabilités dans son parti et été plusieurs fois ministre et Premier ministre pendant cinq ans, n'hésitait cependant pas à tweeter le 10 janvier 2017 : « Il y a deux mois, je n'étais pas le candidat de l'establishment. Je n'ai pas l'intention de le devenir. » Par la suite, soupçonné de corruption et de recours à des emplois fictifs pour sa femme et ses enfants, il n'a cessé de dénoncer un complot ourdi par le « système », le « cabinet noir » du président de la République, les médias et la justice des puissants. Quant à Emmanuel Macron, il se plaît lui aussi à se proclamer étranger au « système » alors qu'il en est sans doute l'un des représentants les plus emblématiques par son parcours scolaire et universitaire d'excellence qui l'a mené à l'ENA, sa carrière dans la haute fonction publique, son passage à la banque d'affaires Rothschild, et ses responsabilités politiques d'abord aux côtés du président de la République François Hollande en tant que secrétaire-général adjoint de l'Élysée, puis comme ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique de 2014 à 2016[15]. Enfin, dans les deux pays, la défiance envers les institutions et les partis, l'écart entre des fractions entières de populations et leurs responsables politiques, le sentiment d'impuissance qui émane du pouvoir politique, l'euroscepticisme désormais plus

répandu en Italie qu'en France, l'angoisse suscitée par la mondialisation (bien plus prononcée en France qu'en Italie), le chômage persistant, les inégalités croissantes, l'aggravation de la pauvreté, l'exaspération sociale, et même la colère qui ne cesse de monter, le rejet des immigrés, la crainte de l'islamisme mais aussi tout simplement de l'Islam, la hantise des attentats terroristes, l'incertitude sur le futur, tous ces facteurs créent une situation volcanique. De ce fait, l'offre populiste suscite et dans le même temps satisfait une demande de populisme entendue comme une aspiration à un changement radical, une volonté de renverser la table, une quête de réconfort avec des propos clairs et nets[16].

Parce que précisément la France et l'Italie présentent à la fois de grandes différences et des similarités, il est intéressant de rapprocher ces deux pays pour mieux cerner la réalité des populismes. La France et l'Italie n'ont évidemment pas le monopole du populisme. Celui-ci constitue un phénomène plus général qu'il s'agit de comprendre théoriquement, historiquement et sociologiquement sans jugement moral, ni de valeur. Notre étude n'est pas une simple comparaison de deux *case studies*. En partant de ces deux exemples, elle vise aussi à élargir son point de vue afin de réfléchir sur les mutations de nos démocraties. En ce sens, la France et l'Italie, pour des motifs différents, servent de terrains d'observations et d'expérimentations privilégiés de ces transformations et de l'émergence de la peuplecratie.

Chapitre premier

QU'EST-CE QUE LE POPULISME ?

Populisme ? « L'un des mots les plus confus du vocabulaire de la science politique », « un terme exceptionnellement vague », expliquait la professeure de théorie politique Margaret Canovan en 1981[1]. Une quantité énorme de livres, d'articles dans des revues scientifiques, de séminaires et de colloques a été consacrée à cette notion, et encore plus depuis deux ou trois décennies. Politistes, historiens, sociologues, anthropologues ou psychologues en ont proposé de multiples définitions souvent opposées, et donc sources de controverses entre eux. De ce fait, il y a au moins une chose sur laquelle tout le monde est d'accord : c'est précisément la difficulté de trouver une approche commune et consensuelle de la notion de populisme. À un point tel que certains chercheurs en viennent à suggérer de renoncer à son usage. Solution de facilité inacceptable car, en ce cas, ce sont presque tous les substantifs politiques qu'il faudrait écarter au prétexte qu'il s'avère impossible d'en préciser la signification : socialisme, communisme, fascisme, totalitarisme et même démocratie.

Dès 1967, dans une conférence consacrée au populisme qui s'est déroulée à la London School of Economics et a donné lieu à une publication importante, Isaiah Berlin mettait en garde contre le « complexe de Cendrillon » : « Il existe une chaussure — le mot populisme — pour laquelle il existe quelque part un pied. Il y a toutes sortes de pieds auxquels elle convient, mais il ne faut pas être pris au piège

par ces pieds qui s'adaptent plus ou moins bien. » Le chercheur, suggérait-il, ressemble au Prince en quête du pied qui chausserait à la perfection la chaussure. Alors, et alors seulement, il aurait trouvé un cas de « populisme pur ». La leçon est claire : identifier une essence du populisme est une opération illusoire et vaine. Rien d'étonnant donc à ce que de nombreux chercheurs se réfèrent à cette métaphore. Mais point à la suite du propos de Berlin, lequel expliquait qu'il ne fallait pas non plus emprunter une autre voie exactement opposée, consistant à penser que « le mot populisme est un simple homonyme » et que, par conséquent, il y aurait une multitude de mouvements auxquels il pourrait être accolé alors qu'ils n'auraient quasiment rien en commun. Isaiah Berlin, estimant qu'un mot très utilisé recouvrait certainement une réalité, proposait alors une méthode assez simple et concrète : établir une liste de points communs que pouvait recouvrir le substantif « populisme » puis pointer des nuances ou des variations existantes par rapport à cette base commune[2]. C'est le choix que nous faisons d'essayer de cerner quelque peu le phénomène populiste dans sa complexité et quelques-unes de ses déclinaisons en France et en Italie. Nous ne nous livrerons donc pas ici à l'exercice consistant à présenter de manière critique et aussi exhaustive que possible tout ce qui a été écrit sur le sujet du populisme. Celui-ci a été et continue d'être proposé par nombre d'auteurs, le plus souvent avec grand talent[3]. En revanche, nous entendons nous situer par rapport à l'ensemble de cette vaste production et avancer une définition opératoire pour comprendre ce qui retient notre attention : d'une part, le développement de mouvements politiques qui prétendent incarner à eux seuls le peuple souverain et dénoncent les élites en place, d'autre part, la mutation substantielle de la façon de concevoir et de faire de la politique due à l'existence de ces mouvements mais aussi à d'autres facteurs. Cela nous amène à laisser volontairement de côté de nombreux aspects du sujet. Comme, par exemple, les régimes populistes qui ont existé dans le passé, le péronisme en Argentine, ou ceux qui sont établis de nos jours au cœur de l'Europe, en Hongrie et en Pologne, ou qui sont en train de s'installer

en Italie et en République tchèque. De même, nous n'analysons pas les politiques publiques que ceux-ci mettent en place.

Il est possible d'établir la généalogie du populisme, lequel a une longue histoire, commencée en Russie dans la seconde moitié du XIXe siècle. Le *narodnichestvo*, traduit en français par « populisme », désigne ce mouvement d'une partie de l'intelligentsia allant vers les paysans pour les éduquer et libérer leurs énergies alors que la Russie vit sous le régime autoritaire tsariste contesté par quelques groupes urbains et que de fortes et violentes tensions se produisent dans les campagnes depuis l'abolition réelle du servage en 1861. Les intellectuels, souvent marqués par une empreinte religieuse, considèrent que les paysans sont porteurs de l'âme russe notamment par leur formes d'organisation économique et sociale, et détiennent entre leurs mains l'avenir de la nation. L'échec cinglant des populistes dû à la répression tsariste et à l'incompréhension des paysans, voire à leur rejet de ces missionnaires venus des villes, provoquera leur éclatement entre slavophiles et occidentalistes, adeptes de la violence terroriste et partisans d'une sorte de réformisme. Le populisme, qui disparaîtra en tant que courant politique tout en laissant derrière lui un certain héritage culturel et politique, ne se caractérisait pas par une idéologie précise. Il constituait une sorte d'utopie romantique, nationale, ruraliste, communautariste et socialisante[4].

À la fin du XIXe siècle, la France de la IIIe République reste traumatisée par l'épisode de la Commune de Paris et connaît depuis 1885 une dépression économique. De 1887 à 1889, le général Georges Boulanger, extrêmement populaire auprès de la moyenne bourgeoisie et des couches populaires des grandes villes, entend au nom du peuple s'emparer du pouvoir, abattre l'« oligarchie » en place et changer un régime politique parlementaire dont il dénonce la corruption et l'inefficacité. À la même époque s'amorce un vaste courant antisémite qui exalte le peuple français, accuse les juifs de tous les maux et dénonce la République laïque ; y jouent un rôle fondamental Édouard Drumont et la Ligue antisémitique, une formation qui fait long feu mais dont les thématiques se diffusent

largement dans le pays[5]. Nous reviendrons sur cette première vague populiste française.

Aux États-Unis, une première forme de populisme a existé avec Andrew Jackson, président de 1829 à 1837. Mais il prend son véritable envol à la fin du XIXe siècle avec le People's Party fondé en 1891 qui rassemble principalement les fermiers du Midwest et du Sud dénonçant les conditions économiques défavorables qui leur sont imposées (prix trop bas des produits agricoles et tarifs trop élevés de chemin de fer dominés par les trusts), mais aussi des membres des classes moyennes comme des ouvriers des villes, et qui attire des représentants de diverses sensibilités politiques et spirituelles. Le parti, surtout par l'intermédiaire de William Jennings Bryan, orateur flamboyant qui s'exprime au nom de l'« homme ordinaire », fustige les partis républicain et démocrate, les institutions, les trusts, les élites, parfois les juifs, et fustige la modernisation et l'urbanisation du pays. Le parti échoue mais le populisme connaît une nouvelle poussée dans les années 1920-1930 avec le sénateur démocrate de la Louisiane, Huey Pierce Long. Il se présente en défenseur des petits contre les gros et l'argent, avant d'être assassiné en 1935. L'un de ses soutiens, le père Charles Coughlin, prend le relais et donnera une tournure antisémite et fascisante à sa stigmatisation du capitalisme, du socialisme, des riches et des élites. Plus tard, durant la guerre froide, Joseph McCarthy invente un autre type de populisme, anticommuniste d'abord et avant tout, mais aussi hostile aux élites intellectuelles, artistiques et administratives infiltrées selon lui par les Rouges[6].

Les *narodniki* russes, le boulangisme, l'antisémitisme en France et le People's Party représentent des « populismes fondateurs[7] ». D'un côté, ils revêtent des points communs, notamment une sacralisation du peuple appelé à refonder la nation dont l'essence et l'intégrité seraient menacées par les dirigeants en place et, plus généralement, par l'ensemble des dominants qu'il faut dénigrer et chasser. De même, l'antisémitisme est souvent présent, parfois de manière centrale, parfois de façon plus périphérique. De l'autre, les très nombreuses différences sont dues aux

particularités politiques, économiques, sociales et culturelles des pays où ils naissent. Néanmoins, ces quatre populismes constituent également des matrices à partir desquelles se déploieront en Russie, en France et aux États-Unis divers populismes, chacun d'entre eux avec leurs traits propres, tout en reproduisant certains éléments de leurs filiations originelles. Plus encore, ils présentent des caractéristiques qui débordent les frontières, circulent, sont transférées et adaptées aux réalités propres à chaque pays, contribuant de la sorte à forger d'autres expérimentations populistes. Le populisme russe, par exemple, inaugure une démarche spécifique, celle des intellectuels qui tentent d'aller à la rencontre du peuple, et il amorce le culte nostalgique d'un âge d'or face aux vagues de la modernisation ; deux traits appelés à se reproduire dans le temps. Le populisme boulangiste s'organise autour de la figure de l'homme providentiel et charismatique reposant sur une mobilisation des masses qui charrie une puissante charge émotive, ambivalent en politique car fustigeant le Parlement, prônant un État fort mais exigeant aussi des mesures sociales ; sa postérité sera grande. Le populisme antisémite ouvre la voie à ces formes d'encensement d'un peuple dont la pureté supposée exige l'exclusion de personnes ou de groupes présentés comme allogènes, et célèbre ainsi son union, qui s'avère vite prolifique, avec la xénophobie et le racisme. Le populisme américain, surtout implanté chez les petits fermiers, associe des leaders et l'ébauche d'une vraie organisation partisane, critique la classe dirigeante mais se meut dans le cadre des institutions. Nombre de partis populistes agiront de même jusque dans nos temps présents.

Enfin, le populisme est apparu et apparaît toujours dans des périodes de fortes incertitudes, des moments traumatiques et des phases de crise. Des crises économiques et sociales avec leur lot de détresse, d'angoisse, de radicalisation chez les groupes menacés et souffrants. Des crises culturelles lorsque des changements de comportements et de valeurs bouleversent les habitudes, les mœurs et les coutumes. Enfin, des crises politiques, lesquelles relèvent de l'exceptionnel, de l'inattendu, de l'imprévu, de

l'inédit et au cours desquelles la légitimité des gouvernants est contestée par les gouvernés qui ne se sentent plus représentés par les premiers. Et parce que les premiers apparaissent aux seconds comme trop éloignés de leurs soucis et préoccupations, trop distants aussi dans leurs façons d'être[8]. Dans ces conditions, la confusion se répand à la vitesse de la poudre. Les règles et les normes en vigueur sont remises en cause, les institutions fonctionnent à vide, les acteurs traditionnels ne remplissent plus leur rôle, l'ensemble des accords explicitement ou implicitement scellés entre les différentes composantes de la politique et de la société et qui assurent la stabilité de l'ordre politique s'effondrent, l'aspiration au changement n'est plus canalisée par les habituelles procédures de médiation, les relations entre les groupes sociaux se modifient substantiellement, les représentations et les conceptions de l'organisation de la politique et de la société se métamorphosent, les mobilisations collectives s'enchaînent et, généralement, les extrémismes montent en puissance. La crise, les crises se déploient dans le cadre du système politique existant ou, à l'inverse, elles ébranlent l'intégralité du système politique. Dans ce dernier cas, les crises sont plus ou moins intenses (et parfois violentes), notamment parce que les « entrepreneurs de crise » ont besoin de décréter haut et fort l'état de crise en dénonçant tous les dysfonctionnements qui en seraient à l'origine et en amplifiant leurs traits : ils escomptent ainsi en tirer un profit en se présentant comme les seuls acteurs capables de résoudre cette crise dont ils sont les agents et les propagateurs. C'est précisément ce que font les populistes qui sont à la fois les produits de ces crises et leurs artisans. Les populistes ne prospèrent qu'en en amplifiant leur caractère dramatique, en brossant un tableau apocalyptique du présent et en proposant soit un retour vers un passé fantasmé soit en décrivant un avenir radieux et harmonieux.

Le populisme a des origines aisément identifiables. Les moments fondateurs du populisme au XIXe siècle ont fourni à ce phénomène politique quelques composantes structurelles, des invariants en quelque sorte, qui perdurent sur le long terme, au-delà des aspects multiples et

variés qu'il emprunte au fil de l'histoire. Il n'est certes pas réductible à ses conditions historiques d'apparition. Il connaîtra par la suite, au XXe siècle, selon des périodisations variées, de nouveaux développements en Amérique latine, en Europe et ailleurs dans le monde. Avec des modalités d'émergence, des expressions, des façons d'agir différentes, ce qui contribue à obscurcir notre compréhension du populisme. En effet, qu'y a-t-il de commun, se demande-t-on souvent, entre Alexandre Herzen, l'une des figures de proue des populistes russes, le People's Party, le général Boulanger, Jules Guérin qui relance la Ligue antisémitique en 1897, certaines ligues de l'entre-deux-guerres en France, le péronisme argentin, l'*Uomo qualunque* italien, Umberto Bossi, le fondateur de la Ligue du Nord ou Marine Le Pen ? Au premier abord, quasiment rien. Pourtant, en scrutant un peu mieux, un certain air de famille transparaît de ces rapprochements qui semblent si saugrenus[9].

Cette difficulté à construire des comparaisons entre diverses expériences populistes, d'un côté, et, de l'autre, cet implicite fond commun à chacune de celles-ci rendent extrêmement compliquées l'intelligence et l'identification du populisme dans son ensemble. Car il n'est pas une véritable idéologie, fût-elle mince, « *a thin ideology* » selon l'expression utilisée par l'un des meilleurs spécialistes des populismes, Cas Mudde[10]. Cela supposerait, comme ce fut le cas dans le passé pour certains partis politiques, une doctrine constituée, fondée à l'occasion sur des textes théoriques érigés parfois en écrits sacrés, édictant une philosophie globale, fabriquant du sens, proposant une vision du monde, inspirant les grandes orientations stratégiques, déterminant pour une part les pratiques politiques des organisations qui s'y référaient comme celles de ses membres, et inspirant même les politiques publiques que leurs représentants tentaient de promulguer quand ils étaient au pouvoir, que cela soit au niveau local ou national[11]. Le populisme est davantage un « syndrome » aux formes diversifiées, selon le mot de Peter Wiles, « un style politique susceptible de mettre en forme divers matériaux symboliques » et politiques, comme l'a suggéré Pierre-André Taguieff, ce

qui lui procure éventuellement des fragments d'idéologie plus ou moins marqués et structurés[12]. Fondamentalement pragmatique et opportuniste, capable d'afficher des positions inconsistantes et contradictoires, le populisme a néanmoins quelques traits communs découlant en partie là encore de ses origines.

Il se caractérise par un ensemble assez primitif de croyances simples et efficaces qui forme système, apte à donner des réponses claires aux questions que ne cessent de poser ceux qui justement élaborent ce même système : qu'est-ce qui ne va pas ? Pourquoi cela ne fonctionne pas ? Qui est coupable de ces dysfonctionnements, de ces malheurs de toute nature et de cette détresse ? Quelles solutions peut-on immédiatement apporter[13] ? Les réponses sont alors évidentes, fondées sur un raisonnement fondamentalement dichotomique : pour ou contre, bien ou mal, oui ou non, ami ou ennemi, eux ou nous. Pour les populistes, il n'existe donc pas de problèmes compliqués mais uniquement des solutions simples, faciles à mettre en œuvre. À cet égard, leur temporalité est celle de l'immédiateté, de l'instantané, et leur régime d'historicité celui du présentisme[14]. Ils anéantissent de ce fait l'art de la politique et du gouvernement classiquement fondé sur les temps de l'observation, de l'expertise, de la réflexion, de la médiation, de la délibération puis de l'action[15]. Ce en quoi ils sont en syntonie avec nos mutations actuelles. S'y ajoute un facteur émotionnel essentiel qui a toujours été important dans l'histoire du populisme, et encore plus aujourd'hui où la politique officielle devient souvent affaire de technique fondée sur la froide et rationnelle expertise. Paul Taggart utilise une bonne expression à ce propos en disant que le populisme remplit « un cœur vide[16] ». Pour exister, le populisme a besoin d'exciter les passions, ce qui se traduit dans son langage, alors que la démocratie libérale et représentative cherche à les assécher afin de faire triompher la raison.

Ces croyances sont fondées d'abord et avant tout sur l'exaltation du peuple et l'appel continu au peuple. Un peuple considéré comme formant une entité unique, homogène, cohérente, porteur de vérité par

essence : le sens commun constitue le réel sens de la politique et du politique pour les populistes qui toutefois divergent, comme nous le verrons, sur leurs définitions du peuple. Ce peuple unifié n'existe que par son opposition irréductible aux élites, aux puissants, aux « gros[17] ». Il est peuple souverain, donc tous les pouvoirs émanent de lui, ce qui conduit les populistes à réduire à la portion congrue voire à ignorer la séparation des pouvoirs ou encore les différentes instances judiciaires et indépendantes constitutives de la démocratie représentative. Mais ce pouvoir a emprunté et emprunte des formes différentes selon les pays et les contextes historiques. Il peut prendre un aspect autoritaire, avec un chef tout-puissant qui l'exerce au nom du peuple. Il peut n'être qu'une promesse démocratique, thème sur lequel nous reviendrons.

Parce que le peuple est souverain, dans presque tous les cas, le populisme se présente comme le meilleur héraut de la nation ou de la région qui aspire à devenir nation. Là aussi, les définitions de celles-ci ne sont pas identiques d'un populisme à l'autre. Elles peuvent être exclusives au nom de la défense de la race, de l'ethnie ou de ce qui est supposé être l'identité présentée par les populistes comme innée ou, à l'inverse, construites par l'histoire et la culture telles qu'ils les reconstituent et les narrent. Et, en ce cas, le populisme bascule fréquemment dans la xénophobie, l'antisémitisme et le racisme, en particulier contre les immigrés. Elles peuvent être, plus rarement, inclusives avec une conception ouverte de la nation. Parce que le lien avec la nation est fort, les populismes sont de nos jours tous critiques et même franchement hostiles à la construction européenne qu'ils exècrent. Là encore, les populistes recourent au registre de l'émotionnel pour évoquer la nation perdue qu'il faut restaurer, refonder ou réinventer. D'où l'évocation incessante de ce que Paul Taggart appelle « *the heartland* », la terre du cœur qui est un « territoire de l'imagination[18] ».

L'hostilité aux élites, leur détestation voire leur haine sont intimement liées à la valorisation incessante du peuple et sont un élément constitutif du populisme. Qu'elles soient politiques, économiques, financières,

culturelles, intellectuelles, et plus récemment médiatiques, elles sont présentées comme formant une oligarchie, ou, pour employer des mots récents qui remportent un vif succès, un « *establishment* » ou encore une « caste ». Une classe dirigeante supposée cohérente, unie en dépit de leurs apparences, malhonnête, corrompue, usant et abusant d'un pouvoir démesuré. En conséquence, ces élites sont stigmatisées pour ne pas représenter le peuple, le dominer, le trahir, l'écraser, l'exploiter, le mépriser, comploter en permanence contre lui et n'agir qu'en fonction de leurs intérêts, par définition antagonistes à ceux du peuple ; dans certains cas, les élites sont même accusées d'être au service de lobbies cosmopolites et, depuis plus de trois décennies, de la mondialisation. L'anti-élitisme est ainsi au cœur du populisme. Ce sentiment se combine le plus fréquemment dans les régimes démocratiques avec une contestation du système des partis politiques. Accusés de collusion, leurs divergences, par exemple entre ceux de droite et de gauche, n'étant, selon les populistes, qu'artificielles. Les partis ne seraient que des instruments au service des dominants, divisant le peuple pour mieux régner et se partageant les ressources et les gratifications offertes par le « système », un totem brandi par les populistes. La plupart des populistes fustigent le Parlement et plus largement la démocratie. Parfois, ce rejet des classes dirigeantes, des partis politiques et de la démocratie s'accompagne d'une hostilité à l'État comme appareil administratif et bureaucratique, réduit à sa fonction d'instance de prélèvement fiscal accusé de détourner à son unique profit les sommes levées.

Le populisme repose donc sur l'antagonisme irréductible du peuple et des élites, de ceux d'en bas et de ceux d'en haut, mais aussi sur une opposition en quelque sorte horizontale qui vise à exclure du « bon peuple », les « mauvais », les « méchants », et le plus souvent « les allogènes », « les étrangers[19] ». Il conçoit la société selon un schéma simplifié et caricatural subsumant sa diversité consubstantielle sous une même catégorie, celle du peuple opposé aux élites supposées ne pas avoir de support ni d'enracinement populaire. Il s'évertue ainsi à nier la réalité

des groupes sociaux aux intérêts opposés, des tensions internes à la société, des rivalités diverses et variées qui s'expriment un peu partout ou encore des individus autonomes, épris de leurs libertés, cherchant les conditions de leur émancipation, entendant se réaliser, exprimant une large gamme d'aspirations. Il efface également les corps intermédiaires et les organisations d'intérêt au profit d'une conception organique de la société. Face au « chaos » contre lequel il s'érige, le populisme défend une représentation alternative, harmonieuse et irénique de l'économie, du social et de la culture. « Le populisme, écrit Pierre Rosanvallon, pense que ce qui fait la cohésion de la société, c'est son identité et non pas la qualité interne des rapports sociaux. Une identité qui est toujours définie négativement. À partir d'une stigmatisation de ceux qu'il faut rejeter : les immigrés ou ceux qui ont d'autres religions (d'où la centralité de la question de l'Islam aujourd'hui, par exemple) [20]. »

Enfin, le plus souvent, le populisme s'incarne à travers la personne d'un leader tout-puissant, d'un homme providentiel, parfois vraiment charismatique. Le populisme dispose par conséquent d'une dimension plébiscitaire car le pouvoir du leader se trouve légitimé par son appel constant au peuple et sa prétention à incarner le peuple. Avec lui, la puissance évocatrice de l'incarnation l'emporte sur le principe rationnalisé de la représentation. De ce fait, le populisme présente un aspect paradoxal. En effet, il se réclame du peuple, le plus souvent, ces derniers temps, au travers de la démocratie — directe ou participative —, et en même temps il accorde une place prééminente au leader. En termes modernes, on dira qu'il associe verticalité et horizontalité, avec l'avantage donné au premier terme. Cette centralité du leader fait la force du populisme et l'amène souvent à se muter en césarisme ou en bonapartisme. Il en constitue d'autant plus son ciment que sa dimension idéologique est peu affirmée et définie. Mais cette dépendance du leader constitue la fragilité intrinsèque du populisme. Si le leader se trompe, s'il est affaibli, s'il s'use au fil du temps dans la protestation, le populisme en est immédiatement affecté. Quant à la disparition du leader, elle pose un

problème considérable de succession et de pérennisation du mouvement qu'il a créé ou incarné. C'est la raison pour laquelle le populisme est intermittent, s'éclipsant régulièrement, tout en étant capable, comme le phénix, de renaître de ses cendres. Car le populisme est toujours la manifestation de vastes inquiétudes et de malaises profonds. En particulier de nature politique. En effet, la relation entre le populisme et la démocratie — ou mieux, les régimes démocratiques —, constitue un nœud essentiel à dénouer, comme il est nécessaire de saisir les nouveautés empruntées désormais par les populismes. En particulier du fait de leur généralisation et de leur considérable extension, à la fois comme mouvements structurés autour de l'opposition terme à terme entre peuple et élites et du recours à une rhétorique manichéenne[21]. Mais aussi en tant que ressources empruntées plus ou moins consciemment, plus ou moins délibérément, par d'autres acteurs politiques, traditionnels ou nouveaux, le temps d'une campagne électorale ou lorsqu'ils sont aux affaires. Au point de modifier progressivement la nature de nos démocraties.

Chapitre II

UN NÉO-POPULISME ?

Presque partout en Europe à partir du milieu des années 1980 s'affirment des mouvements et partis populistes, tels que nous venons de les définir. L'exemple le plus emblématique est donné par les bons scores du Front national en France lors des élections européennes en 1984 où il obtint 10,95 % des voix, ce qui provoqua la stupeur, et à l'occasion des législatives deux ans plus tard où, avec 9,65 % des suffrages, il envoya trente-cinq députés à l'Assemblée nationale. Les populistes connaissent une réelle extension après la chute du Mur et l'effondrement des pays communistes en Russie et en Europe dans les années 1990. Ces événements contribuent en effet à modifier en profondeur les cultures politiques européennes longtemps déterminées par l'existence de l'URSS et le défi communiste. Une troisième séquence s'ouvre après le 11 septembre 2001 lorsque les populistes s'emparent de l'Islam, désignent cette religion comme l'ennemi absolu et l'érigent en une ressource politique au service de leur dessein déclenchant d'incessantes polémiques. La crise financière de 2008 marque une nouvelle étape avec ses conséquences sociales délétères. Enfin, à partir de 2013 et surtout en 2015 et 2016, l'afflux massif de migrants venus du Moyen-Orient, d'Afrique subsaharienne et du Maghreb provoque un choc considérable dans les opinions européennes qu'exploitent sans vergogne les populistes. Ils accentuent ainsi leurs progressions électorales et accèdent parfois au pouvoir.

Cette éclosion des populismes soulève une question essentielle. Sont-ils une simple résurgence de courants qui ont toujours existé ou expriment-ils un phénomène inédit ? Faut-il souligner leurs continuités avec leurs ascendants ou mettre en valeur leurs nouveautés ? Le débat oppose parfois de manière caricaturale les historiens, enclins à exhumer les permanences entre les populismes d'hier et les populismes d'aujourd'hui, et les politistes pointant davantage les formes inédites empruntées par ces derniers[1]. En fait, de nos jours, les populistes associent des invariants et des aspects complètement originaux. Et c'est sur ceux-ci que nous nous attarderons en prenant quelques exemples particulièrement significatifs de leur rhétorique, sachant que nous aborderons ensuite leurs formes d'organisation et leurs assises électorales.

D'abord et avant tout, celui du rapport entre les populistes et la démocratie. Dans le passé, les populistes dénonçaient les démocraties parlementaires. Par exemple, les ligues en France dans l'entre-deux-guerres détestaient le parlementarisme républicain et voulaient instaurer un régime autoritaire. Le fascisme, le nazisme et, au moins jusqu'au milieu des années 1930, le communisme, fustigeaient, avec des argumentaires différents, la démocratie en tant que telle et annonçaient clairement leur intention d'établir des dictatures. Plus tard, les mouvements populistes continueront de critiquer les dysfonctionnements de la démocratie parlementaire. Par exemple, Guglielmo Giannini en Italie à la fin des années 1940, Pierre Poujade en France au milieu des années 1950. Mais également, dans les années 1960-1970, les formations d'extrême droite et d'extrême gauche qui souvent présentaient une dimension populiste et qui, pour ces dernières, exercèrent une influence politique et culturelle notable qui irradie parfois encore des décennies plus tard.

En revanche, depuis quelques décennies, les populistes ont modifié leur logiciel. Ils ont compris que l'après-1945 a institué un changement considérable[2]. En Europe occidentale, la démocratie s'est affermie surtout en réponse au défi des dictatures communistes durant la guerre froide. Un lent processus d'institutionnalisation de la démocratie a été enclenché

avec un affermissement de pouvoir des parlements et un poids considérable des partis : à cet égard, la France fait figure d'exception car les partis y ont toujours été faibles et, à partir de 1958, la Ve République à la fois parachève et infléchit un long processus de renforcement du pouvoir exécutif et établit, selon la formule de Nicolas Roussellier, « une démocratie exécutive[3] ». Par ailleurs, une dynamique de judiciarisation de la démocratie s'est développée avec le rôle croissant des cours constitutionnelles au niveau national et des instances judiciaires d'appel à l'échelle européenne. Au total, la démocratie s'est enracinée dans les opinions. Par adhésion à son idéal après les expériences fasciste et nazie ou par intérêt car la démocratie a été pendant plus de trente ans synonyme de prospérité en dépit du maintien de réelles inégalités sociales et culturelles, ou pour la combinaison de ces deux motifs.

Il en résulte que désormais les populistes se présentent comme les meilleurs démocrates, du moins dans la partie occidentale du vieux continent. Car, en Europe centrale et orientale, s'instaurent des démocraties illibérales fondées sur le suffrage universel mais où les règles institutionnelles, les contre-pouvoirs juridiques, le pluralisme, les libertés fondamentales, les droits des individus ou encore le respect des minorités sont bafoués. À l'Ouest, même si des populistes commencent à s'inspirer de l'exemple de ces pays-là, notamment en Italie avec la Ligue, ce qu'ils critiquent avant tout, du moins pour le moment, c'est l'inefficacité des démocraties, leur paralysie et leur dévoiement par la classe dirigeante. Ils ne cessent de rappeler que la démocratie consiste dans le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. Ils ambitionnent justement de concrétiser ce principe fondateur en lui donnant systématiquement la parole puisqu'il est par essence détenteur de la vérité. Jean-Luc Mélenchon synthétise parfaitement la pensée populiste lorsque, durant la campagne pour la présidentielle, il s'exclame lors d'un discours à Paris le 18 mars 2017 qui conclut une manifestation assez massive de ses partisans : « À nous qui sommes les témoins et les porte-parole de la force du peuple, voici notre maxime : quel que soit le problème, la solution est le peuple. »

Par ailleurs, ils affirment tous le lien indissoluble qui existe entre la démocratie et la nation. En quelque sorte, ils sont en faveur de la démocratie dans leur seul pays. Au nom de la proximité avec le peuple. Au nom de la souveraineté populaire et nationale. En découle leur rejet sans concession de l'Union européenne. Tous fustigent l'Europe fédérale, supranationale, bureaucratique, dirigée par des fonctionnaires non élus, totalement déconnectés des peuples et qui serait celle des élites car servant leurs propres intérêts. Certains d'entre eux sont donc contre toute perspective européenne et se cantonnent dans les frontières de leurs pays. D'autres se prononcent pour une Europe des nations ou des peuples. Le tout au nom de la démocratie. Les populistes seraient-ils donc devenus des démocrates plus démocrates que n'importe quel démocrate ?

Tous les populistes partagent une suspicion fondamentale envers le principe même de représentation sur lequel repose la démocratie. La délégation, voilà l'adversaire. Parce qu'elle favorise obligatoirement la création d'une élite politique. Laquelle confisque tous les pouvoirs selon eux. Ils ne sont pas les seuls bien évidemment à dévoiler la dimension oligarchique de la démocratie. Mais en rousseauistes, ils sont adeptes de la volonté générale qui garantit la pureté de la démocratie. Ce qu'en disait Jean-Jacques Rousseau reste pour eux d'une grande actualité et acquiert la valeur d'une exigence incontournable : « La volonté générale ne se représente point : elle est la même, ou elle est autre. Il n'y a point de milieu : les députés du peuple ne sont donc ni ne peuvent être ses représentants, ils ne sont que des commissaires ; ils ne peuvent rien conclure définitivement. Toute loi que le Peuple en personne n'a pas ratifiée est nulle ; ce n'est point une loi[4]. » D'où le fait qu'ils dénient toute légitimité aux corps intermédiaires et qu'ils sont favorables à la démocratie directe ou immédiate qui permet de s'affranchir du temps long de la délibération. D'où leur inclination pour l'usage régulier du référendum[5]. Une idée qui fait mouche et leur permet de critiquer les partis traditionnels comme les experts qui se montrent dans l'ensemble prudents à ce propos, arguant des risques de la systématisation d'une telle

pratique[6]. Les populistes expliquent alors que leurs adversaires ont peur du peuple, ce qui n'est pas leur cas. Leur conception unanimiste du peuple les amène à minorer voire à négliger ou même à occulter le pluralisme. Ils n'accordent pas d'importance et de place à l'institutionnalisation du conflit qui est la marque même de la démocratie. Parce que reconnaître celui-ci, c'est admettre que le peuple n'est pas toujours uni mais divisé, traversé par de multiples contradictions internes, tiraillé entre des aspirations opposées. Le peuple est à la fois unique et pluriel en démocratie. Or, pour eux, si les divisions existent, elles ne peuvent résulter que de l'action malfaisante des élites ou de celle d'éléments perturbateurs infiltrés dans la société, ce qu'il faut dénoncer. Au fond, chez la plupart des populistes, le principe de l'unité du peuple contre les puissants l'emporte sur celui de l'égalité, même si certains, qui se positionnent à gauche, s'évertuent à combiner les deux. Les populistes n'accordent guère d'importance non plus aux équilibres des pouvoirs et des contre-pouvoirs, aux *checks and balances*. Pour eux, la démocratie signifie « le pouvoir du peuple et seulement le pouvoir du peuple[7] ». Un peuple uni forme une communauté homogène à laquelle les individus sont soumis : ils n'existent que par leur appartenance à cet ensemble. Les populistes sont donc des adeptes de l'utopie d'une société harmonieuse et donc porteurs potentiellement ou délibérément d'une conception illibérale de la démocratie dont se réclame haut et fort Viktor Orbán[8]. Comme ils convainquent nombre d'électeurs qui votent pour eux, les populistes mettent sous pression la démocratie libérale et représentative. Laquelle a ses propres raisons de connaître depuis des décennies une phase d'incertitudes et de difficultés. À ce sujet, Marcel Gauchet souligne la contradiction qui s'est ouverte entre, d'un côté, l'extension presque sans fin des droits et l'affirmation de l'autonomie, et de l'autre l'incapacité chronique de donner une forme politique à cette même autonomie. Un constat partagé mais formulé avec d'autres mots par Yascha Mounk qui souligne en outre la désaffection des jeunes générations à l'égard des régimes démocratiques[9]. Le populisme

représente pour cette démocratie « l'épine dans le côté, l'*alter ego* qui en conteste la légitimité et met en relief ses limites et ses faiblesses », écrit Loris Zanatta[10].

APPENDICES

NOTES

INTRODUCTION

1. Fabio Bordignon, Luigi Ceccarini, Ilvo Diamanti, *Le divergenze parallele. L'Italia dal voto devoto al voto liquido*, Rome-Bari, Laterza, 2018.

2. Pour un panorama des populismes dans le monde d'un point de vue politologique et historique, voir Bertrand Badie, Dominique Vidal (dir.), *Le Retour des populismes. L'état du monde 2019*, Paris, La Découverte, 2018.

3. Erving Goffman, *Stigmate. Les usages sociaux du handicap*, Paris, Minuit, 1975 ; Jean-Luc Mélenchon, *L'Express*, 16 septembre 2010 cité par Pierre Birnbaum, *Genèse du populisme. Le peuple et les gros*, Paris, Pluriel, 2012, p. 15.

4. « Il M5S è populista, né di destra, né di sinistra #*fieramente populista* », Blog de Beppe Grillo, 14 décembre 2013. Souligné dans le texte.

5. Cité par Jan-Werner Müller, *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace*, Clamecy, Premier parallèle, 2016, p. 14 (rééd. Gallimard, coll. Folio essais, 2018).

6. Chantal Mouffe, « Pour un populisme de gauche », *Le Monde*, 20 avril 2016 ; « Le populisme de gauche doit radicaliser la démocratie », *Les Inrocks*, 24 janvier 2017 ou encore « M. Mélenchon, le réformisme radical », *Le Monde*, 16-17 avril 2017. Parmi ses livres, voir Chantal Mouffe, *L'Illusion du consensus*, Paris, Albin Michel, 2016. Voir aussi, dans un genre proche, Judith Butler, *Rassemblement*, Paris, Fayard, 2016, et « Un populisme de gauche doit conduire à une démocratie radicale », *Libération*, 21-22 janvier 2017, « Le populisme de gauche doit servir une démocratie plus inclusive », *Le Monde*, 16-17 avril 2017.

7. « Oltre-V3Day : Gianroberto Casaleggio e la democrazia diretta », Blog de Beppe Grillo, 14 décembre 2013. Souligné dans le texte.

8. Jean Leca, « Justice pour les renards ! Comment le pluralisme peut nous aider à comprendre le populisme », *Critique*, n° 776-777, 2012/1, p. 85.

9. Thomas Piketty, « Vive le populisme », *Le Monde*, 14 janvier 2017.

10. Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 2012 ; Thomas Poguntke et Paul Webb (dir.), *The Presidentialization of Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2005.

11. Voir Jean Leca, « La démocratie à l'épreuve des pluralismes », *Revue française de science politique*, n° 46 (2), 1996, p. 225-279 ; même idée chez Yves Mény, Yves Surel, *Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et la démocratie*, Paris, Fayard, 2000, et chez Yascha Mounk, *Le Peuple contre la démocratie*, Paris, L'Observatoire, 2018.

12. Voir, par exemple, dans une littérature considérable, Marcello Fedele, *Democrazia referendaria*, Rome, Donzelli, 1994 ; Laurence Morel, Marion Paoletti (dir.), « Le référendum : au nom de la démocratie ? », *Participation*, n° 20, 2018/1, p. 5-170, et le dossier « Brexit : du bon usage du référendum », *Le Débat*, n° 193, janvier-février 2017, p. 128-151.

13. Pierre-André Taguieff, *La Revanche du nationalisme. Néopopulistes et xénophobes à l'assaut de l'Europe*, Paris, PUF, 2015, p. 173. Voir aussi Evren Balta, Soli Özel, « Politics of Populism : Power and Protest in the Gobal Age », *Cultural Policy Yearbook 2017-2018*, septembre 2018.

14. Marco Tarchi, « Italy, the promised land of Populism ? », *Contemporary Italian Politics*, publié le 30 septembre 2015, en ligne.

15. Le mot « système » a été utilisé 126 fois par Emmanuel Macron, 123 fois par Marine Le Pen, 107 fois par François Fillon, 75 fois par Jean-Luc Mélenchon et 31 fois par Benoît Hamon dans tous leurs discours et entretiens entre le 30 janvier et le 21 avril 2017, selon l'enquête « Le poids des mots », publiée dans *Paris Match*.

16. Voir, sur ce point, Bertjan Verbeek, Andrej Zaslova, « Italy : A Case of Mutating Populism ? », *Democratization*, n° 23 : 2, 2015, p. 304-323.

I

QU'EST-CE QUE LE POPULISME ?

1. Margaret Canovan, *Populism*, New York-Londres, Harcourt Brace Janovich, 1981.

2. Isaiah Berlin, *To Define Populism*, The Isaiah Berlin Virtual Library, 2013, p. 6-7. Le livre tiré de la conférence de la LES est celui de Ghita Ionescu, Ernest Gellner (dir.), *Populism. Its Meanings and National Characteristics*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1969.

3. À titre d'exemples, pour ne citer que quelques ouvrages ou articles très récents, voir Tamás Boros, *The State of Populism in Europe 2015*, Policy Solutions, Fondation for European Progressive Studies, 2015 ; Sergiu Ghergina, Sergiu Mişcoiu, Sorina Soare (dir.), *Contemporary Populism. A Controversial Concept and Its Diverse Forms*, Cambridge, Cambridge Scholars Publishing, 2013 ; Noam Gidron, Bat Bonikowski, *Varieties of Populism. Literature Rewiew and Research Agenda*, Weatherhead Center for International Affairs, Harvard University, Working Papers Series, n° 13-0004, 2013 ; Hanspeter Kriesi, Takis Pappas (dir.), *European Populism in the Shadow of the Great Recession*, Colchester, ECPR Press, 2015 ; Cas Mudde, Cristóbal Rovira Kaltwasser (dir.), *Populism in Europe and the Americas. Threat or Corrective for Democracy ?*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012 ; Jan-Werner Müller, *Qu'est-ce que le populisme ?*, *op. cit.* ; Marco Revelli, *Populismo 2.0*, Turin, Einaudi, 2017 ; Marco Tarchi, « Populism : Ideology, Political Style, Mentality ? », *Politologicky Casopis*, vol. 23, n° 2, 2016 ; Pierre-André Taguieff, *La Revanche du nationalisme*, *op. cit* ; Loris Zanatta, *Populismo*, Rome, Carocci, 2013.

4. Voir Alain Pessin, *Le Populisme russe (1821-1881) ou la Rencontre avec un peuple imaginaire*, en ligne : contretemps.org/spip.php?article629 ; Marie-Pierre Rey, *Le Dilemme russe. La Russie et l'Europe occidentale*, Paris, Flammarion, 2002 ; Franco Venturi, *Les Intellectuels, le Peuple, la Révolution*, Paris, Gallimard, 1972 ; Richard Wortman, *The Crisis of Russian Populism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008 (édition originale 1967).

5. Michel Winock, « Les populismes français », *in* Jean-Pierre Rioux (dir.), *Les Populismes*, Paris, Perrin, coll. Tempus, 2007, p. 131-154.

6. Alan Brinkley, *Voices of Protest. Huey Long, Father Coughlin and the Great Depression*, New York, Vintage, 1983 ; Lawrence Goodwyn, *The Populist Moment. A Short History of the Agrarian Revolt in America*, New York-Oxford, Oxford University Press, 1978 ; Michael Kazin, *The Populist Persuasion. An American History*, New York, Basic Books, 1995 ; Robert McMath, *American Populism. A Social History 1877-1898*, New York, Hill and Wang, 1993. De bonnes synthèses ont été proposées par Pierre Mélandri, « La rhétorique populiste aux États-Unis », *in* Jean-Pierre Rioux (dir.), *Les Populismes*, *op. cit.*, p. 301-328 ; Pap Ndiaye, « Donald Trump : le dernier-né du populisme américain », *L'Histoire*, 429, novembre 2016, p. 13-18 et Marco Revelli, *Il populismo*, *op. cit.*, p. 27-38.

7. La formule est de Guy Hermet, *Les Populismes dans le monde. Une histoire sociologique XIXe-XXe siècle*, Paris, Fayard, 2001, chap. VI, qui ne retient pour sa part que trois moments fondateurs : les populistes russes, le boulangisme et le People's Party.

8. Pour une réflexion philosophique sur le sens et la signification de la crise dans notre monde moderne, voir Myriam Revault d'Allonnes, *La Crise sans fin. Essai sur l'expérience moderne du temps*, Paris, Seuil, 2012.

9. Une définition théorique de l'« air de famille » a été proposé avec le concept de « *family resemblance* » par Gary Goertz, *Social Science Concepts*, Princeton, Princeton University Press, 2006.

10. Cas Mudde, « The Populist Zeitgeist », *Government and Opposition*, 39, 2004, p. 544. Cas Mudde emprunte l'expression « *thin-centred ideology* » à Michael Freeden. Pour de nombreux autres auteurs, le populisme est une idéologie. Voir, par exemple, Pascal Ory, *Peuple souverain*.

De la révolution populaire à la radicalité populiste, Paris, Gallimard, coll. Le Débat, 2017, et Hanspeter Kriesi, Takis S. Pappas (dir.), *European Populism in the Shadow of the Great Recession. Studies in European Political Science, op. cit.*

11. Dans une bibliographie abondante sur les idéologies politiques, voir Pierre Ansart, *Les Idéologies politiques*, Paris, PUF, 1974 et Paul Ricœur, *L'Idéologie et l'Utopie*, Paris, Seuil, 1997.

12. Peter Wiles, « A Syndrome, not a Doctrine. Some Elementary Theses on Populism », *in* Ghita Ionescu, Ernest Gellner (dir.), *Populism, op. cit.*, p. 166 et Pierre-André Taguieff, « Le populisme », *Universalia 1996*, Paris, Encyclopædia Universalis, p. 118. Voir aussi Benjamin Moffit, *The Global Rise of Populism. Performance, Political Style and Representation*, Stanford, Stanford University Press, 2016.

13. Sur le populisme comme un « *belief-system* », voir Daniele Albertazzi, Duncan McDonnell, *Twenty-First Century Populism. The Spectre of Western European Democracy*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2008.

14. Voir François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003.

15. Voir à ce sujet Jack Hayward, « The Populist Challenge to Elitist Democracy in Europe », *in* Jack Hayward (dir.), *Elitism, Populism and European Politics*, Oxford, Clarendon Press, 1996, p. 10-32.

16. Paul Taggart, « Populism and Representative Politics in Contemporary Europe », *Journal of Political Ideologies*, 9 (3), 2004, p. 269-288.

17. Pierre Birnbaum, *Genèse du populisme. Le peuple et les gros, op. cit.*

18. Paul Taggart, *Populism*, Buckingham, Open University Press, 2000, p. 95.

19. Voir à ce propos les remarques de Rogers Brubaker, « Why Populism ? », *Theory and Society*, 26 octobre 2017, en ligne : doi.org/10.1007/s11186-017-9301-7

20. Pierre Rosanvallon, « Penser le populisme », *La Vie des idées*, 27 septembre 2011, en ligne : www.laviedesidees.fr/Penser-le-populisme.html

21. Yves Mény, Yves Surel, *Par le peuple, pour le peuple, op. cit.*, et, des mêmes (dir.), *Democracies and the Populist Challenge*, Londres, Palgrave Macmillan, 2002.

II

UN NÉO-POPULISME ?

1. Deux exemples. Pour l'histoire, voir Andrea Mammone, *Transnational Neofascism in France and Italy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, et, pour la science politique, voir Paul Taggart, « New Populist Parties », *West European Politics*, vol. 18, n° 1, janvier 1995, p. 34-51.

2. Martin Conway, « Democracy in Postwar Western Europe. The Triumph of a Political Model », *European History Quarterly*, vol. 32, n° 1, janvier 2002, p. 59-84 ; du même, « The Rise and Fall of Europe's Democratic Age 1945-1973 », *Contemporary European History*, vol. 13, 1,

février 2004, p. 67-88 ; Tony Judt, *Après-guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 2007 ; Mark Mazower, *Le Continent des ténèbres. Une histoire de l'Europe au XXe siècle*, Bruxelles, Complexe, 2005. Voir aussi Pepijn Corduwener, « Research Note. Integrating Contemporary Populism with the History of Postwar Democracy in Western Europe », *European Political Science*, juin 2016, p. 1-11.

3. Nicolas Roussellier, *La Force de gouverner. Le pouvoir exécutif en France. XIXe-XXe siècle*, Paris, Gallimard, coll. NRF Essais, 2015.

4. Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social, ou Principes du droit politique*, 1762, Livre III, chap. XV.

5. Sur la distinction théorique entre démocratie directe et démocratie immédiate, voir Pierre Rosanvallon, *Cours. Les dilemmes de la démocratie*, en ligne : www.college-de-france.fr/site/pierre-rosanvallon/course-2004-2005.htm

6. Sur la place du référendum en démocratie, un débat classique, voir notamment les analyses opposées d'Élie Cohen, Gérard Grunberg, Bernard Manin, « Le référendum, un instrument défectueux », *Le Débat*, n° 193, janvier-février 2017, p. 137-140, et Francis Hamon, « Le référendum n'est-il qu'une caricature de la démocratie ? », *Le Débat*, n° 193, janvier-février 2017, p. 141-151.

7. Yves Mény, Yves Surel, « The Constitutive Ambiguity of Populism », *in* Yves Mény et Yves Surel (dir.), *Democracies and the Populist Challenge*, *op. cit.*, p. 9.

8. Voir par exemple Hanspeter Kriesi, Takis Pappas (dir.), *European Populism in the Shadow of the Great Recession*, *op. cit.* ; Alberto Martinelli, « Populism and the Crisis of Representative Democracy » *in* Alberto Martinelli (dir.), *Populism on the Rise. Democracies under Challenge*, Milan, ISPI, 2016, p. 13-31 ; Cas Mudde, « The Populist Zeitgeist », *op. cit.*, ou encore Loris Zanatta, *Populismo*, *op. cit.* Sur le concept de la démocratie illibérale, voir Fareed Zakaria, *L'Avenir de la liberté. La démocratie illibérale aux États-Unis et dans le monde*, Paris, Odile Jacob, 2003.

9. Marcel Gauchet, *L'Avènement de la démocratie*, t. IV : *Le Nouveau Monde*, Paris, Gallimard, coll. Bibliothèque des sciences humaines, 2017 et Yascha Mounk, *Le Peuple contre la démocratie*, *op. cit.*

10. Loris Zanatta, *Populismo*, *op. cit.*, p. 24.

INDEX DES NOMS

ADAM, Konrad 17

AKESSON, Jimmie 16

BERLIN, Isaiah 27-28

BERLUSCONI, Silvio 9-10, 13, 15, 23-24

BLOCH, Marc 18

BOSSI, Umberto 33

BOULANGER, Georges 29, 33

BRYAN, William Jennings 30

CANOVAN, Margaret 27

CASALEGGIO, Gianroberto 17

CONDORCET, Nicolas de Caritat, marquis de 21

CONTE, Giuseppe 10, 12

COUGHLIN, Charles 30

DI MAIO, Luigi 12, 14

DI PIETRO, Antonio 23

DRUMONT, Édouard 29

FARAGE, Nigel 16

FILLON, François 24, N15

FREEDEN, Michael N10

GAUCHET, Marcel 43

GIANNINI, Guglielmo 40

GOFFMAN, Erving 17

GRILLO, Beppe 16-17

GUÉRIN, Jules 33

HAMON, Benoît N15

HERZEN, Alexandre 33

HOLLANDE, François 24

IGLESIAS, Pablo 16

JACKSON, Andrew 30

KACZYŃSKI, Jarosław 16

LECA, Jean 18, 21

LÉNINE, Vladimir Ilitch Oulianov, dit 21

LE PEN, Marine 16, 33, N15

LONG, Huey Pierce 30

MACRON, Emmanuel 14, 24, N15

MANIN, Bernard 20

MATTARELLA, Sergio 10, 13

MCCARTHY, Joseph 30

MÉLENCHON, Jean-Luc 16-18, 41, N15

MERKEL, Angela 14

MORO, Aldo 15

MOUFFE, Chantal 17

MOUNK, Yascha 44

MUDDE, Cas 33, N10

ORBÁN, Viktor 16, 43

PETRY, Frauke 16

PIKETTY, Thomas 18

POUJADE, Pierre 40

RENZI, Matteo 24

ROBESPIERRE, Maximilien de 18

ROSANVALLON, Pierre 21, 37

ROUSSEAU, Jean-Jacques 42

ROUSSELLIER, Nicolas 41

ROYAL, Ségolène 24

SALVINI, Matteo 12-14, 16

SANDERS, Bernard dit Bernie 18

SARKOZY, Nicolas 24

STRACHE, Heinz-Christian 16

TAGGART, Paul 34-35

TAGUIEFF, Pierre-André 23, 33

TRUMP, Donald 17

TSIPRAS, Alexis 16

WILDERS, Geert 16

WILES, Peter 33

Titre original :

POPOLOCRAZIA.
LA METAMORFOSI DELLE NOSTRE DEMOCRAZIE

© 2018. Gius. Laterza & Figli, all rights reserved.
© Éditions Gallimard, 2019, pour l'édition en langue française.

Éditions Gallimard
5 rue Gaston-Gallimard
75328 Paris
http://www.gallimard.fr

DES MÊMES AUTEURS

L'ITALIE, UNE NATION EN SUSPENS (avec Alain Dieckhoff et Didier Musiedlak), Bruxelles, Éditions Complexe, coll. Espace international, 1995.

POLITIQUE À L'ITALIENNE (dir.), Presses universitaires de France, coll. Politique d'aujourd'hui, 1997.

Marc Lazar

LE COMMUNISME (avec Stéphane Courtois), MA éditions, coll. Les Grandes encyclopédies du monde, 1987.

MAISONS ROUGES. Les partis communistes français et italien de la Libération à nos jours, Aubier, coll. Aubier histoires, 1992.

RIGUEUR ET PASSION. Mélanges offerts en hommage à Annie Kriegel (dir. avec Stéphane Courtois et Shmuel Trigano), L'Âge d'homme / Cerf, 1994.

HISTOIRE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS (avec Stéphane Courtois), Presses universitaires de France, coll. Thémis histoire, 1995, nouv. éd. 2000.

LE COMMUNISME, UNE PASSION FRANÇAISE, Perrin, 2002, nouv. éd. coll. Tempus, 2005.

L'ITALIE À LA DÉRIVE. Le moment de Berlusconi, Perrin, 2006.

L'ITALIE SUR LE FIL DU RASOIR. Changements et continuités de l'Italie contemporaine, Perrin, 2008.

L'ITALIE CONTEMPORAINE DE 1945 À NOS JOURS (dir.), Fayard, coll. Les grandes études internationales, 2009.

L'ITALIE DES ANNÉES DE PLOMB. Le terrorisme entre histoire et mémoire (dir. avec Marie-Anne Matard-Bonucci), Autrement, coll. Mémoires histoire, 2010.

1956, UNE DATE EUROPÉENNE (dir. avec Georges Mink et Mariusz J. Sielski), Éditions Noir sur blanc / Société historique et littéraire polonaise, 2010.

LE PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ. Histoire et postérité (dir. avec Noëlline Castagnez, Laurent Jalabert, Gilles Morin et Jean-François Sirinelli), Presses universitaires de Rennes, coll. Histoire, 2013.

CINQUANTE ANS D'UNE PASSION FRANÇAISE. De Gaulle et les communistes (dir. avec Stéphane Courtois), Balland, 1991, éd. num. 2015.

LA FRANCE D'EMMANUEL MACRON (dir. avec Riccardo Brizzi), Presses universitaires de Rennes, 2018.

LA GAUCHE EN EUROPE DEPUIS 1945. Invariants et mutations du socialisme européen (dir.), Presses universitaires de France, coll. Politique d'aujourd'hui, 1996, éd. num. 2018.

ILVO DIAMANTI | MARC LAZAR

PEUPLECRATIE

LA MÉTAMORPHOSE DE NOS DÉMOCRATIES

Traduit de l'italien par Christophe Mileschi

La dynamique conquérante des populismes, particulièrement en Europe, est le symptôme d'un problème démocratique. Elle reflète ce phénomène considérable de l'antipolitique qui est à la fois le rejet de toute politique et l'aspiration à une autre forme de régime.

Après l'ère de la démocratie des partis et des parlements au sortir de la guerre, puis au tournant du siècle, la démocratie du public, marquée par le déclin des cultures politiques traditionnelles, le recul des grands partis et la personnalisation du pouvoir, sa présidentialisation et sa médiatisation, nous entrons dans une nouvelle ère, qu'Ilvo Diamanti et Marc Lazar appellent la « peuplecratie ».

La peuplecratie résulte d'un double processus. D'une part, l'ascension des mouvements et partis populistes ; de l'autre, par effet de contamination, la modification des fondements de nos démocraties. Les populistes sacralisent le peuple souverain dans le même temps où ils s'attaquent aux représentants politiques et se livrent à une critique radicale des formes institutionnelles organisant cette même souveraineté populaire. Le peuple est systématiquement valorisé en tant qu'entité homogène, porteur de vérité et considéré comme fondamentalement bon, par opposition aux élites supposées sans racines nationales. Cet antagonisme, à l'heure de la prise immédiate de parole numérique, donne une nouvelle vigueur et une tout autre dimension à la vieille idée de l'expression directe, voire référendaire, de l'opinion vraie des « vraies gens ». Ainsi est altérée la signification de la démocratie en tendant à récuser la représentation et les contre-pouvoirs ; ainsi est favorisée la montée en puissance des figures, pour le moins autoritaires, de l'incarnation.

Cet ouvrage, qui a eu en Italie un formidable écho, réfléchit à partir de la France et de l'Italie à l'émergence sous nos yeux de la peuplecratie.

Ilvo Diamanti est professeur de science politique à l'université d'Urbino et directeur de l'institut d'analyse de l'opinion publique Demos & Pi.
Marc Lazar est professeur d'histoire et de sociologie politique et dirige également le Centre d'histoire de Sciences Po à Paris.

Cette édition électronique du livre
Peuplecratie d'Ilvo Diamanti et Marc Lazar
a été réalisée le 6 mars 2019 par les Éditions Gallimard.
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782072833922 - Numéro d'édition : 345221).
Code Sodis : U22725 - ISBN : 9782072833946.
Numéro d'édition : 345223.

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo